

Articles de Serge Latouche dans

Le Monde Diplomatique (www.monde-diplomatique.fr)

Serge Latouche est professeur émérite d'économie de l'université de Paris-Sud et président de la [Ligne d'horizon](#) (association des amis de François Partant).

Dernier ouvrage publié : *Petit traité de la décroissance sereine*, Édition Mille et une nuits, 2008, 171 pages (3,5€).

Vers la décroissance

Écofascisme ou écodémocratie (novembre 2005)

Septembre a été le mois le plus chaud jamais enregistré sur la planète depuis que les températures sont prélevées scientifiquement (1880), a annoncé le 14 octobre le Centre national océanique et atmosphérique américain. Cinq jours plus tard, le Conseil international pour la science mettait en garde : le monde va subir davantage de catastrophes naturelles meurtrières liées à l'accélération du réchauffement climatique. Emissions de gaz à effet de serre, pollution de l'air, consommation des ressources non renouvelables et de l'eau... Comment enclencher les cercles vertueux de la décroissance tout en garantissant la justice sociale, sans laquelle l'humanité est condamnée au désordre ?

Le projet de construction d'une société autonome et économe rencontre une large adhésion, même si ses partisans se retrouvent sous des bannières différentes : décroissance, anti-productivisme, développement requalifié, voire développement durable. Par exemple, le slogan d'antiproduktivisme développé par les Verts correspond exactement à ce que les « objecteurs de croissance », membres du Réseau des objecteurs de croissance pour un après-développement (Rocad), entendent par décroissance (1). Même convergence avec la position d'Attac, qui, dans une de ses brochures, plaide pour « l'évolution vers une décélération progressive et raisonnée de la croissance matérielle, sous conditions sociales précises, comme première étape vers la décroissance de toutes les formes de production dévastatrices et prédatrices (2) ».

Réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler : les huit « r » constituent des objectifs interdépendants pour enclencher un cercle vertueux. Et, de fait, l'accord sur les valeurs rendues souhaitables par la nécessaire « réévaluation » va bien au-delà des partisans de la décroissance, puisque certains tenants du développement durable ou du développement alternatif font des propositions similaires. Les mesures d'autolimitation préconisées, déjà en 1975, par la Fondation Dag Hammarskjöld sont les mêmes que celles des tenants de la décroissance : « *Limiter la consommation de viande, plafonner la consommation de pétrole, utiliser les bâtiments de façon plus économe, produire des biens de consommation plus durables, supprimer les voitures particulières, etc.* (3). »

Tous s'accordent sur la nécessité d'une forte réduction de l'empreinte écologique et, pour le reste, ils souscriraient volontiers à ce que John Stuart Mill écrivait au milieu du XIXe siècle : « *Toutes les activités humaines qui n'entraînent pas une consommation déraisonnable de matériaux irremplaçables ou qui ne dégradent pas d'une manière irréversible l'environnement pourraient se développer indéfiniment. En particulier, ces activités que beaucoup considèrent comme les plus souhaitables et les plus satisfaisantes – éducation, art, religion, recherche fondamentale, sports et relations humaines – pourraient devenir florissantes* (4). »

Allons plus loin. Au fond, qui est contre la sauvegarde de la planète, la préservation de l'environnement, la conservation de la faune et de la flore ? Qui préconise le dérèglement climatique et la destruction de la couche d'ozone ? En tout cas, aucun responsable politique. Il se trouve même des chefs d'entreprise, des cadres supérieurs et des décideurs économiques favorables à un

changement radical d'orientation pour sauver notre espèce des crises écologique et sociale.

Il faut donc identifier plus précisément les adversaires d'un programme politique de décroissance, les obstacles à sa mise en œuvre et, finalement, la forme politique que prendrait une société « écompatible ».

I. Qui sont les « ennemis du peuple » ?

Mettre un visage sur l'adversaire est problématique, car les entités économiques comme les sociétés transnationales qui détiennent la réalité du pouvoir sont, de par leur nature même, incapables de l'exercer directement. Comme le note Susan Strange, « *quelques-unes des principales responsabilités de l'Etat dans une économie de marché (...) ne sont plus aujourd'hui assumées par personne* (5) ». D'une part « big brother » est anonyme, d'autre part la servitude des sujets y est plus *volontaire* que jamais, la manipulation de la publicité étant infiniment plus insidieuse que celle de la propagande... Comment, dans ces conditions, affronter politiquement la mégamachine ?

Réponse traditionnelle d'une certaine extrême gauche : une entité, le « *capitalisme* », est la source de tous les blocages et de toutes nos impuissances. La décroissance est-elle possible sans en sortir (6) ? Dans la réponse, il importe d'éviter tout dogmatisme, sous peine de ne pas saisir vraiment les obstacles.

Le Wuppertal Institute s'est ingénié à proposer nombre de jeux « gagnant-gagnant » entre la nature et le capital, comme le « scénario NégaWatt (7) », qui vise à diviser par quatre la consommation d'énergie en continuant à satisfaire les mêmes besoins. Taxes, normes, bonus, incitations, subventions judicieuses pourraient rendre attractifs les comportements vertueux et éviter ainsi d'importants gaspillages. Par exemple, des systèmes de rémunération pour les bâtiments, fondés moins sur le montant des travaux que sur l'efficacité énergétique des constructions, ont été expérimentés avec succès en Allemagne. Pour toute une série de biens (photocopieuses, réfrigérateurs, voitures, etc.), la location pourrait remplacer la propriété et éviter ainsi la course effrénée à la production nouvelle en favorisant un recyclage permanent. Eviterait-on pour autant l'« effet rebond », c'est-à-dire, au bout du compte, l'accroissement de la consommation-matière ? Rien n'est moins sûr.

Un capitalisme écompatible est concevable théoriquement, mais irréaliste en pratique. Il impliquerait, en effet, une forte régulation, ne serait-ce que pour imposer la réduction de l'empreinte écologique. Dominé par des firmes transnationales géantes, le système d'économie de marché généralisée ne s'orientera pas spontanément dans la voie « vertueuse » de l'éco-capitalisme. Les machines à dividendes, anonymes et fonctionnelles, ne renonceront pas à la prédation en l'absence de contraintes. Même partisans d'une autorégulation, leurs responsables n'ont pas les moyens de l'imposer aux *free riders* (passagers clandestins), c'est-à-dire à la grande majorité, obsédée par la maximisation à court terme de la valeur pour l'actionnaire. Si une instance détenait ce pouvoir de régulation (Etat, peuple, syndicat, organisation non gouvernementale, Nations unies, etc.), elle aurait le pouvoir tout court, et pourrait redéfinir les règles du jeu social. Elle pourrait, en d'autres termes, « réinstaurer » la société.

Certes, on peut concevoir et souhaiter une certaine limitation du pouvoir par le pouvoir, comme pendant l'ère des régulations keynéso-fordistes et social-démocrates. La lutte des classes semble (provisoirement ?) en panne. Le problème, c'est que le capital en est sorti vainqueur, a pratiquement raflé toute la mise, et que nous avons assisté impuissants, voire indifférents, aux derniers jours de la classe ouvrière occidentale. Nous vivons le triomphe de l'« omnimarchandisation » du monde. Le capitalisme généralisé ne peut pas ne pas détruire la planète comme il détruit tout ce qui est collectif, les bases imaginaires de la société de marché reposant sur la démesure et sur la domination sans frein.

Une société de décroissance ne peut donc pas se concevoir sans sortir du capitalisme. Toutefois, cette formule commode désigne une évolution historique qui est tout sauf simple... L'élimination des capitalistes, l'interdiction de la propriété privée des biens de production, l'abolition du rapport salarial ou de la monnaie plongeront la société dans le chaos à travers un terrorisme massif qui ne suffirait pas, pour autant, à détruire l'imaginaire marchand. Echapper au développement, à l'économie et à la croissance n'implique donc pas de renoncer à toutes les institutions sociales que l'économie a annexées (monnaie, marchés, et même salariat), mais de les « réenchâsser » dans une autre logique.

II. Que faire ? Réforme ou révolution ?

Des mesures simples, voire d'apparence anodine, sont susceptibles d'enclencher les cercles vertueux de la décroissance (8). Un programme *réformiste* de transition, tenant en quelques points, consisterait à tirer les conséquences de bon sens du diagnostic effectué. Par exemple :

- retrouver une empreinte écologique égale ou inférieure à une planète, c'est-à-dire une production matérielle équivalente à celle des années 1960-1970 ;
- internaliser les coûts de transport ;
- relocaliser les activités ;
- restaurer l'agriculture paysanne ;
- stimuler la « production » de biens relationnels ;
- réduire le gaspillage d'énergie d'un facteur 4 ;
- pénaliser fortement les dépenses de publicité ;
- décréter un moratoire sur l'innovation technologique, faire un bilan sérieux, et réorienter la recherche scientifique et technique en fonction des aspirations nouvelles.

Au cœur de ce programme, l'internalisation des « déséconomies externes » (dommages engendrés par l'activité d'un agent qui en rejette le coût sur la collectivité), en principe conforme à la théorie économique orthodoxe, permettrait d'atteindre à peu près une société de décroissance. Tous les dysfonctionnements écologiques et sociaux devraient être à la charge des entreprises qui en sont responsables. Qu'on imagine l'impact de l'internalisation des coûts des transports, de l'éducation, de la sécurité, du chômage, etc., sur le fonctionnement de nos sociétés ! Ces mesures « réformistes » – dont l'économiste libéral Arthur Cecil Pigou a formulé le principe dès le début du XXe siècle ! – provoqueraient une véritable révolution.

Car les entreprises obéissant à la logique capitaliste seraient largement découragées. On sait déjà qu'aucune compagnie d'assurances n'accepte de prendre en charge les risques nucléaire, climatique et ceux de la pollution par les organismes génétiquement modifiés (OGM). On peut imaginer la paralysie qu'entraînerait l'obligation de couverture du risque sanitaire, du risque social (chômage), du risque esthétique. Dans un premier temps, nombre d'activités n'étant plus « rentables », le système serait bloqué. Mais n'est-ce pas précisément là une preuve supplémentaire de la nécessité d'en sortir, en même temps qu'une voie de transition possible vers une société alternative ?

Le programme d'une politique de décroissance est donc paradoxal, parce que la perspective de mise en œuvre de propositions réalistes et raisonnables a peu de chances d'être adoptée, et moins encore d'aboutir, sans une subversion totale qui passe par la réalisation d'une utopie : la construction d'une société alternative. Celle-ci, à son tour, implique des mesures de détail infinies, soit ce que, précisément, Marx refusait de faire : la cuisine dans les gargotes de l'avenir. Prenons le nécessaire démantèlement des sociétés géantes. Immédiatement surgissent une infinité de questions : jusqu'à quelle taille ? Mesurée en chiffre d'affaires, en nombre d'employés ? Comment assumer les macrosystèmes techniques avec des unités de petites dimensions ?

Faut-il d'emblée exclure certains types d'activités, certaines modalités (9) ?

Dans tous les cas, d'innombrables et délicats problèmes de transition se poseraient. Un gigantesque programme de reconversion, par exemple, pourrait transformer les usines automobiles en fabriques d'appareils de cogénération énergétique (10). Grâce à celle-ci, de nombreuses résidences allemandes sont, d'ores et déjà, productrices nettes d'électricité au lieu d'être consommatrices. Bref, ce ne sont pas les solutions qui font défaut, mais les conditions de leur adoption.

III. Dictature globale ou démocratie locale ?

La croissance est nécessaire aux démocraties consuméristes car, sans perspective de consommation de masse, les inégalités seraient insupportables (elles le deviennent déjà du fait de la crise de l'économie de croissance). La tendance au nivellement des conditions est le fondement imaginaire des sociétés modernes. Les inégalités ne sont acceptées que provisoirement, parce que l'accès aux biens des privilégiés d'hier se révèle général aujourd'hui et que, demain, ce qui constitue encore le luxe sera accessible à tous. C'est pourquoi beaucoup doutent des capacités des sociétés dites « démocratiques » à prendre les mesures qui s'imposent, et ne voient d'issue aux contraintes que sous une forme d'écocratie autoritaire : écofascisme ou écototalitarisme. Certains penseurs des plus hautes sphères de l'Empire y songent pour sauver le système (11). Confrontées à la menace d'une remise en cause de leur niveau de vie, les masses du Nord seraient prêtes à s'abandonner aux démagogues promettant de le préserver en échange de leur liberté, fût-ce au prix de l'aggravation des injustices planétaires et, à terme, bien sûr, de la liquidation d'une part notable de l'espèce (12).

Le pari de la décroissance est tout autre : l'attrait de l'utopie conviviale, combiné avec le poids des contraintes au changement, est susceptible de favoriser une « décolonisation de l'imaginaire » et de susciter suffisamment de comportements vertueux en faveur d'une solution raisonnable : la démocratie écologique locale.

La revitalisation du local constitue, en effet, une voie de décroissance sereine beaucoup plus sûrement qu'une problématique démocratie universelle. Le rêve d'une humanité unifiée comme condition d'un fonctionnement harmonieux de la planète provient ainsi de la panoplie des fausses bonnes idées véhiculées par l'ethnocentrisme occidental ordinaire. La diversité des cultures est sans doute la condition d'un commerce social paisible (13).

La démocratie ne peut probablement fonctionner que si la *polis* est de petite dimension et fortement ancrée dans ses valeurs propres (14). La démocratie généralisée, selon Takis Fotopoulos, suppose une « *confédération de demois* », c'est-à-dire de petites unités homogènes de 30 000 habitants environ (15). Ce chiffre permet, d'après lui, de satisfaire localement la plupart des besoins essentiels. « *Il faudra probablement morceler en plusieurs demois de nombreuses villes modernes étant donné leur gigantisme* (16). »

On aurait en quelque sorte de petites « républiques de quartiers », en attendant le réaménagement du territoire souhaité par Alberto Magnaghi. Ce dernier suppose « *une phase complexe et longue (cinquante ou cent ans) d'assainissement* », au cours de laquelle il ne s'agira plus de créer de nouvelles zones cultivables et de construire de nouvelles voies de communication en les arrachant aux friches et aux marécages, mais bien d'assainir et de reconstruire des systèmes environnementaux et territoriaux dévastés et contaminés par la présence humaine et, par là même, de créer une nouvelle géographie (17) ».

Utopie, dira-t-on ? Certes. Mais l'utopie locale est peut-être plus réaliste qu'on ne le croit, car c'est du vécu concret des citoyens que procèdent les attentes et les possibles. « *Se présenter aux élections locales*, affirme Takis Fotopoulos, *donne la possibilité de commencer à changer la société par en bas, ce qui est la seule*

stratégie démocratique – contrairement aux méthodes étatistes (qui se proposent de changer la société par en haut en s'emparant du pouvoir d'Etat) et aux approches dites de la "société civile" (qui ne visent pas du tout à changer le système) (18). »

Dans une vision « pluriversaliste », les rapports entre les diverses *politias* au sein du village planétaire pourraient être réglés par une « démocratie des cultures ». Loin d'un gouvernement mondial, il s'agirait d'une instance d'arbitrage minimale entre des *politias* souveraines de statuts très divers. « L'alternative que je cherche à offrir [à un gouvernement mondial], remarque Raimon Panikkar, serait la biorégion, c'est-à-dire les régions naturelles où les troupeaux, les plantes, les animaux, les eaux et les hommes forment un ensemble unique et harmonieux. (...) Il faudrait arriver à un mythe qui permette la république universelle sans impliquer ni gouvernement, ni contrôle, ni police mondiale. Cela requiert un autre type de rapports entre les biorégions (19). »

Quoi qu'il en soit, la création d'initiatives locales « démocratiques » est plus « réaliste » que celle d'une démocratie mondiale. S'il est exclu de renverser frontalement la domination du capital et des puissances économiques, reste la possibilité d'entrer en dissidence. C'est aussi la stratégie des zapatistes et du sous-commandant Marcos. La reconquête ou la réinvention des *commons* (communaux, biens communs, espace communautaire) et l'auto-organisation de la biorégion du Chiapas constituent une illustration possible, dans un autre contexte, de la démarche localiste dissidente (20).

(1) <http://www.apres-developpement.org>

(2) Attac, *Le développement a-t-il un avenir ?*, Mille et une nuits, Paris, 2004, p. 205-206.

(3) Camille Madelain, « Brouillons pour l'avenir », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, PUF, Paris-Genève, 2003, p. 215.

(4) John Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, Dalloz, Paris, 1953, p. 297.

(5) Susan Strange, *Chi governa l'economia mondiale ? Crisi dello stato e dispersione del potere*, Il Mulino, coll. « Incontri », Bologne, 1998.

(6) Débat déjà mené dans *La Décroissance*, n° 4, Lyon, septembre 2004.

(7) Proposition faite par l'association NégaWatt, qui rassemble une vingtaine d'experts et de praticiens impliqués dans la maîtrise de la demande d'énergie et le développement des énergies renouvelables. Voir www.negawatt.org/index.htm

(8) Sans préjudice, par ailleurs, d'autres mesures de salubrité publique comme la taxation des transactions financières ou l'instauration d'un revenu maximum.

(9) Ivan Illich pensait qu'il existait des outils conviviaux et d'autres qui ne l'étaient pas et ne le seraient jamais : cf. Ivan Illich, *La Convivialité*, Seuil, Paris, 1973, p. 51.

(10) Cf. Maurizio Pallante, *Un futuro senza luce ?*, Editori Riuniti, Rome, 2004.

(11) On en discute le plus sérieusement du monde au sein d'une société semi-secrète de l'élite planétaire, le groupe de Bilderberg.

(12) Cf. William Stanton, *The Rapid growth of Human Population, 1750-2000. Histories, Consequences, Issues, Nation by Nation*, Multi-Science Publishing, Brentwood, 2003.

(13) Voir le dernier chapitre de Serge Latouche, *Justice sans limites*, Fayard, Paris, 2003.

(14) Takis Fotopoulos, *Vers une démocratie générale. Une démocratie directe, économique, écologique et sociale*, Seuil, Paris, 2001, p. 115.

(15) Dans la Grèce antique, l'espace naturel de la politique est la cité, qui elle-même regroupe quartiers et villages.

(16) Takis Fotopoulos, *op. cit.*, p. 215.

(17) Alberto Magnaghi, *Le projet local*, Mardaga, Bruxelles, 2003, p. 38.

(18) Takis Fotopoulos, *op. cit.*, p. 241.

(19) Raimon Panikkar, *Politica e interculturalità*, L'Altrapagina, Città di Castello, 1995, p. 22-23.

(20) C'est en tout cas l'analyse qu'en fait Gustavo Esteva dans *Celebration of Zapatismo, Multiversity and Citizens International*, Penang (Malaisie), 2004.

Contre l'ethnocentrisme du développement

Et la décroissance sauvera le Sud...

Serge Latouche, novembre 2004

Dans le sillage des publicitaires, les médias appellent « concept » tout projet se limitant au lancement d'un nouveau gadget y compris culturel. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'ait été posée la question du contenu de ce « nouveau concept » qu'est la décroissance. Au risque de décevoir, répétons que la décroissance n'est pas un concept, au sens traditionnel du terme, et qu'il n'y a pas à proprement parler de « théorie de la décroissance » comme les économistes ont pu élaborer des théories de la croissance. La décroissance est simplement un slogan, lancé par ceux qui procèdent à une critique radicale du développement afin de casser la langue de bois economiciste et de dessiner un projet de rechange pour une politique de l'après-développement (1).

En tant que telle, la décroissance ne constitue pas vraiment une alternative concrète, mais c'est bien plutôt la matrice autorisant un foisonnement d'alternatives (2). Il s'agit donc d'une proposition nécessaire pour rouvrir les espaces de l'inventivité et de la créativité bloqués par le totalitarisme economiciste, développementiste et progressiste. Attribuer à ceux qui portent cette proposition le projet d'une « décroissance aveugle », c'est-à-dire d'une croissance négative sans remise en question du système, et les soupçonner, comme le font certains « alteréconomistes », de vouloir interdire aux pays du Sud de résoudre leurs problèmes, participe de la surdité, sinon de la mauvaise foi.

Le projet de construction, au Nord comme au Sud, de sociétés conviviales autonomes et économes implique, à parler rigoureusement, davantage une « a-croissance », comme on parle d'a-théisme, qu'une dé-croissance. C'est d'ailleurs très précisément de l'abandon d'une foi et d'une religion qu'il s'agit : celle de l'économie. Par conséquent, il faut inlassablement déconstruire l'*hypostase* du développement.

En dépit de tous ses échecs, l'attachement irrationnel au concept fétiche de « développement », vidé de tout contenu et requalifié de mille façons, traduit cette impossibilité de rompre avec l'économicisme et, finalement, avec la croissance elle-même. Le paradoxe est que, poussés dans leurs retranchements, les « alteréconomistes » finissent par reconnaître tous les méfaits de la croissance, tout en continuant à vouloir en faire « bénéficier » les pays du Sud. Et ils se limitent, au Nord, à sa « décélération ». Un nombre grandissant de militants altermondialistes concèdent désormais que la croissance que nous avons connue n'est ni soutenable, ni souhaitable, ni durable, tant socialement qu'écologiquement. Toutefois, la décroissance ne serait pas un mot d'ordre porteur et le Sud devrait avoir droit un « temps » à cette maudite croissance, faute d'avoir connu le développement. Coincé dans l'impasse d'un « ni croissance ni décroissance », on se résigne à une problématique « décélération de la croissance » qui devrait, selon la pratique éprouvée des conciles, mettre tout le monde d'accord sur un malentendu. Cependant, une croissance « décélérée » condamne à s'interdire de jouir des bienfaits d'une société conviviale, autonome et économe, hors croissance, sans pour autant préserver le seul avantage d'une croissance

vigoureuse injuste et destructrice de l'environnement, à savoir l'emploi.

L'itinéraire des objecteurs de croissance

Si remettre en cause la société de croissance désespère Billancourt, comme certains le soutiennent, alors ce n'est pas une requalification d'un développement vidé de sa substance économique (« *un développement sans croissance* ») qui redonnera espoir et joie de vivre aux drogués d'une croissance mortifère.

Pour comprendre pourquoi la construction d'une société hors croissance est aussi nécessaire et souhaitable au Sud qu'au Nord, il faut revenir sur l'itinéraire des « objecteurs de croissance ». Le projet d'une société autonome et économe n'est pas né d'hier, il s'est formé dans le fil de la critique du développement. Depuis plus de quarante ans, une petite « internationale » anti ou postdéveloppementiste analyse et dénonce les méfaits du développement, au Sud précisément (3). Et ce développement-là, de l'Algérie de Houari Boumediène à la Tanzanie de Julius Nyerere, n'était pas seulement capitaliste ou ultralibéral, mais officiellement « socialiste », « participatif », « endogène », « self-reliant/ autocentré », « populaire et solidaire ». Il était aussi souvent mis en œuvre ou appuyé par des organisations non gouvernementales (ONG) humanistes. En dépit de quelques microréalisations remarquables, sa faillite a été massive et l'entreprise de ce qui devait aboutir à l'« *épanouissement de tout l'être humain et de tous les êtres humains* » a sombré dans la corruption, l'incohérence et les plans d'ajustement structurel, qui ont transformé la pauvreté en misère.

Ce problème concerne les sociétés du Sud dans la mesure où elles sont engagées dans la construction d'économies de croissance, afin d'éviter de s'enfoncer plus avant dans l'impasse à laquelle cette aventure les condamne. Il s'agirait pour elles, s'il en est temps encore, de se « désenvelopper », c'est-à-dire d'enlever les obstacles sur leur chemin pour s'épanouir autrement. Il ne s'agit en aucun cas de faire l'éloge sans nuance de l'économie informelle. D'abord, parce qu'il est clair que la décroissance au Nord est une condition de l'épanouissement de toute forme d'alternative au Sud. Tant que l'Éthiopie et la Somalie sont condamnées, au plus fort de la disette, à exporter des aliments pour nos animaux domestiques, tant que nous engraissons notre bétail de boucherie avec les tourteaux de soja faits sur les brûlis de la forêt amazonienne, nous asphyxions toute tentative de véritable autonomie pour le Sud (4).

Oser la décroissance au Sud, c'est tenter d'enclencher un mouvement en spirale pour se mettre sur l'orbite du cercle vertueux des « 8 R » : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. Cette spirale introductive pourrait s'organiser avec d'autres « R », à la fois alternatifs et complémentaires, comme rompre, renouer, retrouver, réintroduire, récupérer, etc. Rompre avec la dépendance économique et culturelle vis-à-vis du Nord. Renouer avec le fil d'une histoire interrompue par la colonisation, le développement et la mondialisation. Retrouver et se réapproprier une identité culturelle propre. Réintroduire les produits spécifiques oubliés ou abandonnés et les valeurs « antiéconomiques » liées à leur histoire. Récupérer les techniques et les savoir-faire traditionnels. Si on veut vraiment, au Nord, manifester un souci de justice plus poussé que la seule et nécessaire réduction de l'empreinte écologique, peut-être faut-il faire droit à une autre dette dont le remboursement est parfois réclamé par les peuples indigènes : restituer. La restitution de l'honneur perdu (celle du patrimoine pillé est beaucoup plus problématique) pourrait consister à entrer en partenariat de décroissance avec le Sud.

A l'inverse, maintenir ou, pire encore, introduire la logique de la croissance au Sud sous prétexte de le sortir de la misère créée par cette même croissance ne peut que l'occidentaliser un peu plus. Il y a, dans cette proposition qui part d'un bon sentiment – vouloir

« *construire des écoles, des centres de soins, des réseaux d'eau potable et retrouver une autonomie alimentaire* (5) » –, un ethnocentrisme ordinaire qui est précisément celui du développement.

De deux choses l'une : ou bien on demande aux pays intéressés ce qu'ils veulent, à travers leurs gouvernements ou les enquêtes d'une opinion manipulée par les médias, et la réponse ne fait pas de doute ; avant ces « besoins fondamentaux » que le paternalisme occidental leur attribue, ce sont des climatiseurs, des portables, des réfrigérateurs et surtout des « bagnoles » (Volkswagen et General Motors prévoient de fabriquer 3 millions de véhicules par an en Chine dans les années qui viennent et Peugeot, pour ne pas être en reste, procède à des investissements géants...) ; ajoutons bien sûr, pour la joie de leurs responsables, des centrales nucléaires, des Rafale et des chars AMX... Ou bien on écoute le cri du cœur de ce leader paysan guatémaltèque : « *Laissez les pauvres tranquilles et ne leur parlez plus de développement* (6). »

Parier sur l'invention sociale

Tous les animateurs des mouvements populaires, de Mme Vandana Shiva, en Inde, à M. Emmanuel Ndione, au Sénégal, le disent à leur façon. Car, enfin, s'il importe incontestablement aux pays du Sud de « retrouver l'autonomie alimentaire », c'est donc que celle-ci avait été perdue. En Afrique, jusque dans les années 1960, avant la grande offensive du développement, elle existait encore. N'est-ce pas l'impérialisme de la colonisation, du développement et de la mondialisation qui a détruit cette autosuffisance et qui aggrave chaque jour un peu plus la dépendance ? Avant d'être massivement polluée par les rejets industriels, l'eau, avec ou sans robinet, y était potable. Quant aux écoles et aux centres de soins, sont-ce les bonnes institutions pour introduire et défendre la culture et la santé ? Ivan Illich a émis naguère de sérieux doutes sur leur pertinence, même pour le Nord (7).

« *Ce qu'on continue d'appeler aide, souligne justement l'économiste iranien Majid Rahnema, n'est qu'une dépense destinée à renforcer les structures génératrices de la misère. Par contre, les victimes spoliées de leurs vrais biens ne sont jamais aidées dès lors qu'elles cherchent à se démarquer du système productif mondialisé pour trouver des alternatives conformes à leurs propres aspirations* (8). »

Pour autant, l'alternative au développement, au Sud comme au Nord, ne saurait être un impossible retour en arrière, ni l'imposition d'un modèle uniforme d'« a-croissance ». Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. Formule paradoxale qui résume bien le double défi. On peut parier sur toute la richesse de l'invention sociale pour le relever, une fois la créativité et l'ingéniosité libérées du carcan economiciste et développementiste. L'après-développement, par ailleurs, est nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social.

L'objectif d'une bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. En d'autres termes, il s'agit de reconstruire/retrouver de nouvelles cultures. S'il faut absolument lui donner un nom, cet objectif peut s'appeler *umran* (épanouissement) comme chez Ibn Khaldun (9), *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, *bamtaare* (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs, ou *fidnaa/gabbina* (rayonnement d'une personne bien nourrie et libérée de tout souci) comme chez les Borana d'Éthiopie (10). L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous la bannière du développement ou de la mondialisation. Ces créations originales, dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation, ouvrent l'espoir d'un après-développement.

Sans nul doute, pour mettre en œuvre ces politiques de « décroissance », faut-il en préalable, au Sud comme au Nord, une véritable cure de désintoxication collective. La croissance, en effet, a été à la fois un virus pervers et une drogue. Comme l'écrit encore Majid Rahnema : « Pour s'infiltrer dans les espaces vernaculaires, le premier Homo œconomicus avait adopté deux méthodes qui ne sont pas sans rappeler, l'une, l'action du rétrovirus VIH, et l'autre, les moyens employés par les trafiquants de drogue (1). » Il s'agit de la destruction des défenses immunitaires et de la création de nouveaux besoins. La rupture des chaînes de la drogue sera d'autant plus difficile qu'il est de l'intérêt des trafiquants (en l'espèce la nébuleuse des firmes transnationales) de nous maintenir dans l'esclavage. Toutefois, il y a toutes les chances pour que nous y soyons incités par le choc salutaire de la nécessité.

(1) Voir [« En finir une fois pour toute avec le développement »](#), *Le Monde diplomatique*, mai 2001. Lire également, [La décroissance. Le journal de la joie de vivre](#), Casseurs de pub, 11 place Croix-Pâquet, 69001 Lyon.

(2) Voir [« Brouillons pour l'avenir : contributions au débat sur les alternatives »](#), *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, PUF, Paris/Genève, 2003.

(3) Ce groupe a publié *The Development Dictionary*, Zed Books, Londres, 1992. Traduction française à paraître prochainement chez Parangon sous le titre *Dictionnaire des mots toxiques*.

(4) Sans compter que ces « déménagements » planétaires contribuent à déréguler un peu plus le climat, que ces cultures spéculatives de latifundiaires privent les pauvres du Brésil de haricots et que, en prime, on risque de voir des catastrophes biogénétiques du genre vaches folles...

(5) Jean-Marie Harribey, [« Développement durable : le grand écart »](#), *L'Humanité*, 15 juin 2004.

(6) Cité par Alain Gras, *Fragilité de la puissance*, Fayard, Paris, 2003, p. 249.

(7) La parution du premier volume de ses œuvres complètes (Fayard, Paris, 2004) est l'occasion de relire *Némésis médicale*, qui reste tellement d'actualité.

(8) Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Fayard/Actes Sud, Paris-Arles, 2003, p. 268.

(9) Historien et philosophe arabe (Tunis 1332-Le Caire 1406).

(10) Gudrun Dahl et Gemtchu Megerssa, « The spiral of the Ram's Horn : Boran concepts of development », dans Majid Rahnema et Victoria Bawtree, *The post-development reader*, Zed books, Londres, 1997, p. 52 et ss.

(11) Majid Rahnema, *ibid.*, p. 214.

Absurdité du productivisme et des gaspillages Pour une société de décroissance (novembre 2003)

Mot d'ordre des gouvernements de gauche comme de droite, objectif affiché de la plupart des mouvements altermondialistes, la croissance constitue-t-elle un piège ? Fondée sur l'accumulation des richesses, elle est destructrice de la nature et génératrice d'inégalités sociales. « Durable » ou « soutenable », elle demeure dévoreuse du bien-être. C'est donc à la décroissance qu'il faut travailler : à une société fondée sur la qualité plutôt que sur la quantité, sur la coopération plutôt que la compétition, à une humanité libérée de l'économisme se donnant la justice sociale comme objectif.

« Car ce sera une satisfaction parfaitement positive que de manger des aliments sains, d'avoir moins de bruit, d'être dans un environnement équilibré, de ne plus subir de contraintes de circulation, etc. » - Jacques Ellul (1)

Le 14 février 2002, à Silver Spring, devant les responsables américains de la météorologie, M. George W. Bush déclarait : « Parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème. (2) » Dans le fond, cette position est largement partagée par la gauche, y compris par de nombreux altermondialistes qui considèrent que la croissance est aussi la solution du problème social en créant des emplois et en favorisant une répartition plus équitable.

Ainsi, par exemple, Fabrice Nicolino, chroniqueur écologique de l'hebdomadaire parisien *Politis*, proche de la mouvance altermondialiste, a récemment quitté ce journal au terme d'un conflit interne provoqué par... la réforme des retraites. Le débat qui s'en est suivi est révélateur du malaise de la gauche (3). La raison du conflit, estime un lecteur, est sans doute d'« oser aller à l'encontre d'une sorte de pensée unique, commune à presque toute la classe politique française, qui affirme que notre bonheur doit impérativement passer par plus de croissance, plus de productivité, plus de pouvoir d'achat, et donc plus de consommation (4) ».

Après quelques décennies de gaspillage frénétique, il semble que nous soyons entrés dans la zone des tempêtes au propre et au figuré... Le dérèglement climatique s'accompagne des guerres du pétrole, qui seront suivies de guerres de l'eau (5), mais aussi de possibles pandémies, de disparitions d'espèces végétales et animales essentielles du fait de catastrophes biogénétiques prévisibles.

Dans ces conditions, la société de croissance n'est ni soutenable ni souhaitable. Il est donc urgent de penser une société de « décroissance » si possible sereine et conviviale.

La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance, précisément, et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial, sinon le seul, de la vie. Une telle société n'est pas soutenable parce qu'elle se heurte aux limites de la biosphère. Si l'on prend comme indice du « poids » environnemental de notre mode de vie l'« empreinte » écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire, on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. Un citoyen des Etats-Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire, et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable (6).

Pour concilier les deux impératifs contradictoires de la croissance et du respect de l'environnement, les experts pensent trouver la potion magique dans l'*écoefficiency*, pièce centrale et à vrai dire seule base sérieuse du « développement durable ». Il s'agit de réduire progressivement l'impact écologique et l'intensité du prélèvement des ressources naturelles pour atteindre un niveau compatible avec la capacité reconnue de charge de la planète (7).

Que l'efficacité écologique se soit accrue de manière notable est incontestable, mais dans le même temps la perpétuation de la croissance forcée entraîne une dégradation globale. Les baisses d'impact et de pollution par unité de marchandise produite se trouvent systématiquement anéanties par la multiplication du nombre d'unités vendues (phénomène auquel on a donné le nom d'« effet rebond »). La « nouvelle économie » est certes relativement immatérielle ou moins matérielle, mais elle remplace moins l'ancienne qu'elle ne la complète. Au final, tous les indices montrent que les prélèvements continuent de croître (8).

Enfin, il faut la foi inébranlable des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et

que la substituabilité illimitée de la nature par l'artifice est concevable.

Si l'on suit Ivan Illich, la disparition programmée de la société de croissance n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle. « *La bonne nouvelle est que ce n'est pas d'abord pour éviter les effets secondaires négatifs d'une chose qui serait bonne en soi qu'il nous faut renoncer à notre mode de vie comme si nous avions à arbitrer entre le plaisir d'un mets exquis et les risques afférents. Non, c'est que le mets est intrinsèquement mauvais, et que nous serions bien plus heureux à nous détourner de lui. Vivre autrement pour vivre mieux* (9). »

La société de croissance n'est pas souhaitable pour au moins trois raisons : elle engendre une montée des inégalités et des injustices, elle crée un bien-être largement illusoire ; elle ne suscite pas pour les « nantis » eux-mêmes une société conviviale, mais une anti-société malade de sa richesse.

L'élévation du niveau de vie dont pensent bénéficier la plupart des citoyens du Nord est de plus en plus une illusion. Ils dépensent certes plus en termes d'achat de biens et services marchands, mais ils oublient d'en déduire l'élévation supérieure des coûts. Celle-ci prend des formes diverses, marchandes et non marchandes : dégradation de la qualité de vie non quantifiée mais subie (air, eau, environnement), dépenses de « compensation » et de réparation (médicaments, transports, loisirs) rendues nécessaires par la vie moderne, élévation des prix des denrées raréfiées (eau en bouteilles, énergie, espaces verts...).

Herman Daly a mis sur pied un indice synthétique, le Genuine Progress Indicator, indicateur de progrès authentique (IPA), qui corrige ainsi le produit intérieur brut (PIB) des pertes dues à la pollution et à la dégradation de l'environnement. A partir des années 1970, pour les Etats-Unis, cet indicateur stagne et même régresse, tandis que celui du PIB ne cesse d'augmenter (10). Il est regrettable que personne en France ne se soit encore chargé de faire ces calculs. On a toutes les raisons de penser que le résultat serait comparable. Autant dire que, dans ces conditions, la croissance est un mythe, même à l'intérieur de l'imaginaire de l'économie de bien-être, sinon de la société de consommation ! Car ce qui croît d'un côté décroît plus fortement de l'autre.

Tout cela ne suffit malheureusement pas pour nous amener à quitter le bolide qui nous mène droit dans le mur et à embarquer dans la direction opposée.

Entendons-nous bien. La décroissance est une nécessité ; ce n'est pas au départ un idéal, ni l'unique objectif d'une société de l'après-développement et d'un autre monde possible. Mais faisons de nécessité vertu, et concevons, pour les sociétés du Nord, la décroissance comme un objectif dont on peut tirer des avantages (11). Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative, expression antinomique et absurde qui voudrait dire à la lettre : « avancer en reculant ». La difficulté où l'on se trouve de traduire « décroissance » en anglais est très révélatrice de cette domination mentale de l'économisme, et symétrique en quelque sorte de l'impossibilité de traduire croissance ou développement (mais aussi, naturellement, décroissance...) dans les langues africaines.

On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi en raison du chômage et de l'abandon des programmes sociaux, culturels et environnementaux, qui assurent un minimum de qualité de vie. On peut imaginer quelle catastrophe serait un taux de croissance négatif ! De même qu'il n'y a rien de pire qu'une société du travail sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance. C'est ce qui condamne la gauche institutionnelle, faute d'oser la décolonisation de l'imaginaire, au social-libéralisme. La décroissance n'est donc envisageable que dans une « société de décroissance » dont il convient de préciser les contours.

Une politique de décroissance pourrait consister d'abord à réduire voire à supprimer le poids sur l'environnement des charges qui n'apportent aucune satisfaction. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète, avec l'impact négatif correspondant (donc une « relocalisation » de l'économie) ; celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste ; celle enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale : autant de réserves importantes de décroissance dans la consommation matérielle.

Ainsi comprise, la décroissance ne signifie pas nécessairement une régression de bien-être. En 1848, pour Karl Marx, les temps étaient venus de la révolution sociale et le système était mûr pour le passage à la société communiste d'abondance. L'incroyable surproduction matérielle de cotonnades et de biens manufacturés lui semblait plus que suffisante, une fois aboli le monopole du capital, pour nourrir, loger et vêtir correctement la population (au moins occidentale). Et pourtant, la « richesse » matérielle était infiniment moins grande qu'aujourd'hui. Il n'y avait ni voitures, ni avions, ni plastique, ni machines à laver, ni réfrigérateur, ni ordinateur, ni biotechnologies, pas plus que les pesticides, les engrais chimiques ou l'énergie atomique ! En dépit des bouleversements inouïs de l'industrialisation, les besoins restaient encore modestes et leur satisfaction possible. Le bonheur, quant à sa base matérielle, semblait à portée de la main.

Pour concevoir la société de décroissance sereine et y accéder, il faut littéralement sortir de l'économie. Cela signifie remettre en cause sa domination sur le reste de la vie, en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes. Une réduction massive du temps de travail imposé pour assurer à tous un emploi satisfaisant est une condition préalable. En 1981 déjà, Jacques Ellul, l'un des premiers penseurs d'une société de décroissance, fixait comme objectif pour le travail pas plus de deux heures par jour (12). On peut, s'inspirant de la charte « consommations et styles de vie » proposée au Forum des organisations non gouvernementales (ONG) de Rio lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de 1992, synthétiser tout cela dans un programme en six « r » : réévaluer, restructurer, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. Ces six objectifs interdépendants enclenchent un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable. On pourrait même allonger la liste des « r » avec : rééduquer, reconvertir, redéfinir, remodeler, repenser, etc., et bien sûr relocaliser, mais tous ces « r » sont plus ou moins inclus dans les six premiers.

On voit tout de suite quelles sont les valeurs qu'il faut mettre en avant et qui devraient prendre le dessus par rapport aux valeurs dominantes actuelles. L'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le goût de la belle ouvrage sur l'efficacité productiviste, le raisonnable sur le rationnel, etc. Le problème, c'est que les valeurs actuelles sont systémiques : elles sont suscitées et stimulées par le système et, en retour, elles contribuent à le renforcer. Certes, le choix d'une éthique personnelle différente, comme la simplicité volontaire, peut infléchir la tendance et saper les bases imaginaires du système, mais, sans une remise en cause radicale de celui-ci, le changement risque d'être limité.

Vaste et utopique programme, dira-t-on ? La transition est-elle possible sans révolution violente, ou, plus exactement, la révolution mentale nécessaire peut-elle se faire sans violence sociale ? La limitation drastique des atteintes à l'environnement, et donc de la production de valeurs d'échange incorporées dans des supports matériels physiques, n'implique pas nécessairement une limitation de la production de valeurs d'usage à travers des

produits immatériels. Ceux-ci, au moins pour partie, peuvent conserver une forme marchande.

Toutefois, si le marché et le profit peuvent persister comme incitateurs, ils ne peuvent plus être les fondements du système. On peut concevoir des mesures progressives constituant des étapes, mais il est impossible de dire si elles seront acceptées passivement par les « privilégiés » qui en seraient victimes, ni par les actuelles victimes du système, qui sont mentalement ou physiquement *droguées* par lui. Cependant, l'inquiétante canicule 2003 en Europe du Sud-Ouest a fait beaucoup plus que tous nos arguments pour convaincre de la nécessité de s'orienter vers une société de *décroissance*. Ainsi, pour réaliser la nécessaire décolonisation de l'imaginaire, on peut à l'avenir très largement compter sur la pédagogie des catastrophes.

(1) *Entretiens avec Jacques Ellul*, Patrick Chastenet, La Table ronde, Paris, 1994, page 342.

(2) *Le Monde*, 16 février 2002.

(3) Fabrice Nicolino, « Retraite ou dérouté ? », *Politis*, 8 mai 2003. La crise a en fait été déclenchée par des formules contestables de Fabrice Nicolino qualifiant le mouvement social de « festival de crialleries corporatistes », ou évoquant « le monsieur qui veut continuer à partir à 50 ans à la retraite pardi, il conduit des trains, c'est la mine, c'est Germinal ! ».

(4) *Politis* n° 755, 12 juin 2003.

(5) Vandana Shiva, *La Guerre de l'eau*, Parangon, Paris, 2003.

(6) Gianfranco Bologna (sous la direction de), *Italia capace di futur*, WWF-EMI, Bologne, 2001, pp. 86-88.

(7) *The Business Case for Sustainable Development*, document du World Business Council for Sustainable Development diffusé au Sommet de la terre de Johannesburg (août-septembre 2002).

(8) Mauro Bonaiuti, « Nicholas Georgescu-Roegen. Bioeconomia. Verso un'altra economia ecologicamente e socialmente sostenibile », Bollati Boringhieri, Torino, 2003. En particulier pp. 38-40.

(9) *Le Monde*, 27 décembre 2002.

(10) C. Cobb, T. Halstead, J. Rowe, « The Genuine Progress Indicator : Summary of Data and Methodology, Redefining Progress », 1995, et des mêmes, « [If the GDP is Up, Why is America Down ?](#) », in *Atlantic Monthly*, n° 276, San Francisco, octobre 1995.

(11) En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour : même si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas vraiment pour la plupart des « sociétés de croissance ».

(12) Voir « Changer de révolution », cité par Jean-Luc Porquet in *Ellul, l'homme qui avait (presque) tout prévu*, Le Cherche-Midi, 2003, pp. 212-213.

ses fondements, puisque les Blancs l'avaient apportée avec eux avant de quitter les pays qu'ils avaient pourtant durement colonisés. Mais enfin, les responsables, les dirigeants et les élites des pays nouvellement indépendants présentaient à leur peuple le développement comme la solution de tous leurs problèmes.

Les jeunes Etats ont tenté l'aventure. Avec maladresse, peut-être, mais ils l'ont tentée, et souvent avec une violence et une énergie désespérées. Le projet « développementiste » était même la seule légitimité avouée des élites au pouvoir. Certes, on peut épiloguer à l'infini pour savoir si les conditions objectives de réussite de l'aventure moderniste étaient ou n'étaient pas remplies. Sans ouvrir cet énorme dossier, tout un chacun reconnaîtra qu'elles n'étaient guère favorables ni à un développement planifié, ni à un développement libéral.

Le pouvoir des nouveaux Etats indépendants était pris dans d'insolubles contradictions. Ils ne pouvaient ni dédaigner le développement ni le construire. Ils ne pouvaient, en conséquence, ni refuser d'introduire ni réussir à acclimater tout ce qui participe de la modernisation : l'éducation, la médecine, la justice, l'administration, la technique. Les « freins », les « obstacles » et les « blocages » de toute nature, chers aux experts économistes, rendaient peu crédible la réussite d'un projet qui implique d'accéder à la compétitivité internationale à l'époque de l'« hypermondialisation ». Théoriquement reproductible, le développement n'est pas universalisable. D'abord pour des raisons écologiques : la finitude de la planète rendrait la généralisation du mode de vie américain impossible et explosif.

Le concept de développement est piégé dans un dilemme : soit il désigne tout et son contraire, en particulier l'ensemble des expériences historiques de dynamique culturelle de l'histoire de l'humanité, de la Chine des Han à l'empire de l'Inca ; et alors il n'a aucune signification utile pour promouvoir une politique, et il vaut mieux s'en débarrasser. Soit il a un contenu propre et définit alors nécessairement ce qu'il possède de commun avec l'expérience occidentale du « décollage » de l'économie telle qu'elle s'est mise en place depuis la révolution industrielle en Angleterre dans les années 1750-1800. Dans ce cas, quel que soit l'adjectif qu'on lui accole, son contenu implicite ou explicite réside dans la croissance économique, l'accumulation du capital avec tous les effets positifs et négatifs que l'on connaît.

Or, ce noyau dur, que tous les développements ont en commun avec cette expérience-là, est lié à des « valeurs » qui sont le progrès, l'universalisme, la maîtrise de la nature, la rationalité quantifiante. Ces valeurs, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Elles sont liées à l'histoire de l'Occident et recueillent peu d'écho dans les autres sociétés (2). Les sociétés animistes, par exemple, ne partagent pas la croyance dans la maîtrise de la nature. L'idée de développement est totalement dépourvue de sens et les pratiques qui l'accompagnent sont rigoureusement impossibles à penser et à mettre en oeuvre parce qu'impensables et interdites (3). Ces valeurs occidentales sont précisément celles qu'il faut remettre en question pour trouver une solution aux problèmes du monde contemporain et éviter les catastrophes vers lesquelles l'économie mondiale nous entraîne.

Le développement a été une grande entreprise paternaliste (« les pays riches assurent l'essor des pays les moins avancés ») qui a occupé approximativement la période des « trente glorieuses » (1945-1975). Conjugué transitivement, le concept a fait partie de l'ingénierie sociale des experts internationaux. C'était toujours les autres qu'il fallait développer. Tout cela a fait faillite. En témoigne le fait que l'aide fixée à 1 % du produit intérieur brut (PIB) des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), lors de la première décennie du développement des Nations unies en 1960, réajustée à la baisse à 0,70 % en 1992 à Rio et en 1995 à Copenhague, n'atteint pas les 0,25 % en 2000 ! (4) En témoigne aussi le fait que

Les mirages de l'occidentalisation du monde En finir, une fois pour toutes, avec le développement (mai 2001)

Présenté comme la solution aux problèmes du Sud, le développement n'est souvent qu'un autre visage de l'occidentalisation du monde. Qu'il soit « durable », « soutenable » ou « endogène », il s'inscrit toujours, de manière plus ou moins violente, dans la logique destructrice de l'accumulation capitaliste. Il signifie inégalités, destruction de l'environnement et des cultures. Pourtant, des solutions peuvent être imaginées, qui prennent en compte la diversité du monde et s'appuient sur les expériences, menées ici ou là, d'économie non marchande.

Voici un peu plus de trente ans est née une espérance. Une espérance aussi grande pour les peuples du tiers-monde que le socialisme l'avait été pour les prolétariats des pays occidentaux. Une espérance peut-être plus suspecte dans ses origines et dans

la plupart des instituts d'études ou des centres de recherches spécialisés ont fermé leurs portes ou sont moribonds.

La crise de la théorie économique du développement, annoncée dans les années 1980, est en phase terminale : on assiste à une vraie liquidation ! Le développement ne fait plus recette dans les enceintes internationales « sérieuses » : Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce (OMC), etc. Au dernier forum de Davos, la « chose » n'a même pas été évoquée. Il n'est plus revendiqué au Sud que par certaines de ses victimes et leurs bons samaritains : les organisations non gouvernementales (ONG) qui en vivent (5). Et encore ! La nouvelle génération des « ONG sans frontières » a axé le *charity business* plus sur l'humanitaire et l'intervention d'urgence que sur l'essor économique.

Toutefois, le développement a moins été victime de sa faillite, pourtant incontestable au Sud, que de son succès au Nord. Ce « retrait » conceptuel correspond au déplacement engendré par la « mondialisation » et par ce qui se joue derrière cet autre slogan mystificateur. Le développement des économies nationales devait déboucher presque automatiquement sur la transnationalisation des économies et sur la globalisation des marchés.

Dans une économie mondialisée, il n'existe pas de place pour une théorie spécifique destinée au Sud. Toutes les régions du monde désormais sont « en développement » (6). A un monde unique correspond une pensée unique. L'enjeu de ce changement n'est autre que la disparition de ce qui donnait une certaine consistance au mythe développementiste, à savoir le *trickle down effect* c'est-à-dire le phénomène de retombées favorables à tous.

Colonisation des imaginaires

La répartition de la croissance économique au Nord (avec le compromis keynéso-fordiste), et même celles de ses miettes au Sud, assurait une certaine cohésion nationale. Les trois D (déréglementation, décloisonnement, désintermédiation) ont fait voler le cadre étatique des régulations, permettant ainsi au jeu des inégalités de s'étendre sans limites. La polarisation de la richesse entre les régions et entre les individus atteint des sommets inusités. Selon le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), si la richesse de la planète a été multipliée par six depuis 1950, le revenu moyen des habitants de 100 des 174 pays recensés est en pleine régression, de même que l'espérance de vie (*lire « Les Etats-Unis en 24e position »*). Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres ! Le patrimoine des 15 individus les plus fortunés dépasse le PIB de toute l'Afrique subsaharienne. Enfin, les avoirs des 84 personnes les plus riches surpassent le PIB de la Chine avec son 1,2 milliard d'habitants !

Dans ces conditions, il n'est plus question de développement, seulement d'ajustement structurel. Pour le volet social, on fait largement appel à ce que Bernard Hours appelle joliment un « *samu mondial* » dont les ONG humanitaires, les urgenciers sont l'outil capital (7). Toutefois, si les « formes » changent considérablement (et pas seulement elles), tout un imaginaire reste bien en place. Si le développement n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la nouvelle mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement par d'autres moyens. L'Etat s'efface derrière le marché. Les Etats-nations du Nord qui s'étaient déjà fait plus discrets avec le passage de témoin de la colonisation à l'indépendance quittent le devant de la scène au profit de la dictature des marchés (qu'ils ont organisée...) avec leur instrument de gestion, le FMI, qui impose les plans d'ajustement structurels. On retrouve toujours l'occidentalisation du monde avec la colonisation de l'imaginaire par le progrès, la science et la technique. L'économicisation et la technicisation sont poussées à leur point ultime. La critique théorique et philosophique radicale menée courageusement par un petit nombre d'intellectuels marginaux (Cornélius Castoriadis, Ivan

Illich, François Partant, Gilbert Rist, en particulier) a contribué au glissement rhétorique mais n'a pas débouché sur une remise en cause des valeurs et des pratiques de la modernité.

Si la rhétorique pure du développement et la pratique qui lui est liée de l'« expertocratie » volontariste ne fait plus recette, le complexe des croyances eschatologiques en une prospérité matérielle possible pour tous, qu'on peut définir comme le « développementisme », reste intact.

La survie du développement à sa mort est surtout manifeste travers les critiques dont il a été l'objet. Pour tenter d'en conjurer magiquement les effets négatifs, on est entré en effet dans l'ère des développements « à particule » (8). On a vu des développements « auto centrés », « endogènes », « participatifs », « communautaires », « intégrés », « authentiques », « autonomes et populaires », « équitables » sans parler du développement local, du micro-développement, de l'endo-développement et même de l'ethno-développement ! Les humanistes canalisent ainsi les aspirations des victimes. Le développement durable est la plus belle réussite dans cet art du rajeunissement des vieilles lunes. Il constitue un bricolage conceptuel, visant à changer les mots à défaut de changer les choses, une monstruosité verbale par son antinomie mystificatrice. Le « durable » est alors ce qui permet au concept de survivre.

Dans toutes ces tentatives pour définir un « autre » développement ou un développement « alternatif », il s'agit de guérir un « mal » qui atteindrait le développement de façon accidentelle et non congénitale. Quiconque ose s'attaquer au développementisme se voit rétorquer qu'il se trompe de cible. Il ne s'en serait pris qu'à certaines formes dévoyées, au « mal-développement ». Mais ce monstre repoussoir créé pour l'occasion n'est qu'une chimère aberrante. Dans l'imaginaire de la modernité, en effet, le mal ne peut pas atteindre le développement pour la bonne raison qu'il est l'incarnation même du Bien. Le « bon » développement, même s'il ne s'est jamais réalisé nulle part, est un pléonasme parce que par définition développement signifie « bonne » croissance, parce que la croissance, elle aussi, est un bien et qu'aucune force du mal ne peut prévaloir contre elle. C'est l'excès même des preuves de son caractère bénéfique qui révèle le mieux l'escroquerie du concept, flanqué ou non d'une particule.

Il est clair que c'est le « développement réellement existant » - de la même manière qu'on parlait du « socialisme réel » -, celui qui domine la planète depuis deux siècles, qui engendre les problèmes sociaux et environne mentaux actuels : exclusion, surpopulation, pauvreté, pollutions diverses, etc. Le développementisme exprime la logique économique dans toute sa rigueur. Il n'existe pas de place, dans ce paradigme, pour le respect de la nature exigé par les écologistes ni pour le respect de l'être humain réclamé par les humanistes.

Le développement réellement existant apparaît alors dans sa vérité, et le développement « alternatif » comme une mystification. En accolant un adjectif, il ne s'agit pas vraiment de remettre en question l'accumulation capitaliste, tout au plus songe-t-on à adjoindre un volet social ou une composante écologique à la croissance économique comme on a pu naguère lui ajouter une dimension culturelle. En se focalisant sur les conséquences sociales, comme la pauvreté, les niveaux de vie, les besoins essentiels, ou sur les nuisances apportées à l'environnement, on évite les approches holistes ou globales d'une analyse de la dynamique planétaire d'une mégamachine techno-économique qui fonctionne à la concurrence généralisée sans merci et désormais sans visage.

Dès lors, le débat sur le mot développement prend toute son ampleur. Au nom du développement « alternatif », on propose, parfois, d'authentiques projets antiproductivistes, anticapitalistes très divers qui visent à éliminer les plaies du « sous-développement » et les excès du « mal-développement » ou plus

simplement les conséquences désastreuses de la mondialisation. Ces projets d'une société conviviale n'ont pas plus à voir avec le développement que l'« âge d'abondance des sociétés primitives » ou que les réussites humaines et esthétiques remarquables de certaines sociétés pré-industrielles qui ignoraient tout du développement (9).

L'autre nom de la guerre économique

En France même, nous avons vécu cette expérience en vraie grandeur d'un développement « alternatif ». C'est la modernisation de l'agriculture entre 1945 et 1980, telle qu'elle a été programmée par des technocrates humanistes et mise en œuvre par des ONG chrétiennes, jumelles de celles qui sévissent dans le tiers-monde (10). On a assisté à la mécanisation, la concentration, l'industrialisation des campagnes, à l'endettement massif des paysans, à l'emploi systématique de pesticides et d'engrais chimiques, à la généralisation de la « malbouffe »...

Qu'on le veuille ou non, le développement ne saurait être différent de ce qu'il a été et est : l'occidentalisation du monde. Les mots s'enracinent dans une histoire ; ils sont liés à des représentations qui échappent, le plus souvent, à la conscience des locuteurs, mais qui ont prise sur nos émotions. Il y a des mots doux, des mots qui donnent du baume au cœur et des mots qui blessent. Il y a des mots qui mettent un peuple en émoi et bouleversent le monde. Et puis, il y a des mots poison, des mots qui s'infiltrent dans le sang comme une drogue, pervertissent le désir et obscurcissent le jugement. Développement est un de ces mots toxiques. On peut, certes, proclamer que désormais un « *bon développement, c'est d'abord valoriser ce que faisaient les parents, avoir des racines (11)* », c'est définir un mot par son contraire. Le développement a été, est, et sera d'abord un déracinement. Partout il a entraîné un accroissement de l'hétéronomie au détriment de l'autonomie des sociétés.

Faudra-t-il attendre encore quarante ans pour qu'on comprenne que le développement c'est le développement réellement existant ? Il n'y en a pas d'autre. Et le développement réellement existant, c'est la guerre économique (avec ses vainqueurs bien sûr, mais plus encore ses vaincus), le pillage sans retenue de la nature, l'occidentalisation du monde et l'uniformisation planétaire, c'est enfin la destruction de toutes les cultures différentes.

C'est pourquoi le « développement durable », cette contradiction dans les termes, est à la fois terrifiant et désespérant ! Au moins avec le développement non durable et insoutenable, on pouvait conserver l'espoir que ce processus mortifère aurait une fin, victime de ses contradictions, de ses échecs, de son caractère insupportable et du fait de l'épuisement des ressources naturelles...

On pouvait ainsi réfléchir et travailler à un après-développement, bricoler une post-modernité acceptable. En particulier réintroduire le social, le politique dans le rapport d'échange économique, retrouver l'objectif du bien commun et de la bonne vie dans le commerce social. Le développement durable, lui, nous enlève toute perspective de sortie, il nous promet le développement pour l'éternité !

L'alternative ne peut prendre la forme d'un modèle unique. L'après-développement est nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social. L'objectif de la bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes.

En d'autres termes, il s'agit de reconstruire de nouvelles cultures. Cet objectif peut s'appeler l'*umran* (épanouissement) comme chez Ibn Kaldûn, *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, ou *bamtaare* (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs... L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous le nom de développement ou de mondialisation. Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que

d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. Ces créations originales dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation ouvrent l'espoir d'un après-développement.

Le « développement » est semblable à une étoile morte dont on perçoit encore la lumière, même si elle s'est éteinte depuis longtemps, et pour toujours. Gilbert Rist.

Mise en page : www.objecteursdecroissance.be